

## Yves De Muijlder

# “Une vision digne du XIX<sup>e</sup> siècle”

► Dans l'interview qu'il nous a accordée, Monsieur Wilmart évoque la situation dont il a “hérité” en 2007. Vous avez été en charge du même CPAS jusqu'en 2006. Quelle est votre analyse de la situation qui y règne et de ses causes, passées et présentes ?

**YVES DE MUIJLDER :** En 2001, suite à des querelles intestines, en trahison flagrante des accords de majorité, Ruffin Grijp a été nommé Président du CPAS, alors que ce poste me revenait. Toutefois, en tant que chef de la majorité au CPAS, j'avais le pouvoir d'imposer mes options, mais dans un bras de fer permanent. Un contexte très pénible, car nos décisions faisaient l'objet d'un véritable sabotage sur le plan administratif de la part du secrétaire du CPAS, Marc Cumps, à l'époque avec l'aval de M. Grijp.

Aussi, toute une série d'améliorations que nous avons programmées, en termes de conditions de travail, de renouvellement des bâtiments, etc., ont été délibérément ralenties dans leur exécution. Notamment, tout a été fait pour que les nouveaux bâtiments ne puissent être inaugurés durant notre législature. Cela, au mépris des conditions déplorables dans lesquelles ce même personnel devait continuer à travailler. Puis, suite à d'autres circonstances, Ruffin Grijp a opéré un total revirement. Du jour au lendemain, il a

**YVES DE MUIJLDER (ECOLO) EST ANCIEN PRÉSIDENT DU CPAS D'ANDERLECHT. IL RÉPOND POINT PAR POINT AU TABLEAU POSITIF DRESSÉ PAR SON SUCCESSEUR, GUY WILMART. ET VOIT DES DIFFÉRENCES FONDAMENTALES DANS LEURS FAÇONS RESPECTIVES DE LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ.**

/ Propos recueillis par **Denis Desbonnet**

voté systématiquement les projets que je défendais, nous soutenant à fond dans la lutte que nous menions contre le secrétaire, qu'il a même tenté d'écarter (la mort ne lui en pas laissé le temps). Ensuite, j'ai enfin pu prendre mes fonctions de président.

Tout ça pour dire que j'ai finalement pu faire passer l'essentiel de ma politique, même si c'est avec beaucoup de retard et d'énormes difficultés. Or, je dois bien constater que les axes que j'avais impulsés - et qui avaient été poursuivis par mon successeur durant son intermède de neuf mois - ont tous été abandonnés par Guy Wilmart, dont l'arrivée a constitué une vraie rupture.

Cela dit, sur le plan strictement gestionnaire, je ne vais pas polémiquer avec lui à propos de nos mérites ou nos torts respectifs, même si je trouve qu'il s'attribue beaucoup d'améliorations qu'on avait déjà mises en œuvre, ou du moins en chantier. Je ne veux pas non

plus ergoter sur le nombre d'AS : de mon temps aussi, il y avait des départs, qu'il fallait remplacer (j'étais quand même parvenu à les faire passer de 13 à 60). Il faut rester honnête : le problème nous dépasse, quel que soit le président en fonction. A partir de la mise sous tutelle régionale, on n'a plus pu que stabiliser leur effectif - au mieux. Et ce, malgré une demande de plus en plus grande de services, de R.I.S. (revenu d'intégration sociale), mais aussi de toutes les aides annexes, se traduisant par un volume de travail sans cesse croissant. D'où un déficit structurel en moyens humains, qui ne peut que s'accroître inexorablement. Toutefois, une fois le cadre élargi, on parvenait à traiter les demandes dans le mois, comme le prescrit la loi, ce qui n'est plus du tout le cas aujourd'hui.

► **Nous avons de nombreux témoignages parlant de retard de deux à trois mois en moyenne.**  
**Y.D.M. :** Je peux le confirmer : je connais personnellement plusieurs

allocataires qui sont dans le cas. Maintenant, on parle ici de “l'aide pure”, R.I.S. et aides complémentaires, par rapport à laquelle nous sommes soumis à des contraintes extérieures écrasantes. Dans ce domaine, la marge de manœuvre est très faible, pour moi comme pour Guy Wilmart... Là où la différence est par contre très nette entre nous, c'est dans les autres domaines.

À commencer par l'aide médicale. Je suis scandalisé d'entendre que celle-ci est désormais réservée aux “cas chroniques”, ce qui peut se comprendre, mais qu'on en exclut les femmes enceintes ! Cela, sous prétexte qu'elles ou leurs jeunes bébés ne sont pas “malades”. Alors qu'on sait bien que les frais médicaux qu'entraînent une grossesse et les soins au nourrisson sont énormes. À mon époque, les femmes enceintes et leurs jeunes enfants avaient d'office droit à cette carte. Ne fût-ce que pour que la grossesse, puis les premiers mois du bébé, se déroulent au mieux...

et éviter justement qu'ils n'occasionnent des problèmes de santé!

Pour des raisons financières, ces mamans hésiteront donc à se faire suivre et, le cas échéant soigner, convenablement, avec toutes les conséquences catastrophiques pour leur santé... et même, cyniquement parlant, pour le budget du CPAS. Car cela coûtera beaucoup plus cher de "réparer les dégâts", qui auraient parfaitement pu être évités par une approche préventive. C'est donc honnête, mais en plus stupide. Tout le monde sait qu'il vaut mieux prévenir que guérir... Deuxième exemple: on a sérieusement restreint les aides loyer et les aides énergie, au détriment de demandes sans doute souvent légitimes.

Mais l'essentiel est ailleurs: nous différons totalement dans nos visions de la lutte contre la pauvreté. La mienne, c'est que cette lutte ne peut se résumer à une aide "spara-drap", un pur secours financier, qui ne met absolument pas en cause la pauvreté en tant que telle.

► **On se contente de gérer la pauvreté, pas de la combattre? Ce qu'en France on appelle "acheter la paix sociale"?**

**Y.D.M.:** Exactement. C'est faire du pseudo-curatif, sans agir sur les causes. Cela permet que les gens se taisent et se résignent, d'éviter les révoltes, un point c'est tout. Mon option, celle que j'ai réussi à faire passer durant la législature précédente, est que la pauvreté est un phénomène bien plus complexe et que si on veut un jour s'en sortir, il faut privilégier la prévention. Évidemment, cela signifie travailler à long terme. Ce qui n'est pas "rentable" immédiatement, or les politiciens n'aiment pas beaucoup cela.

Tout d'abord, j'ai privilégié la concertation, avec les assistants sociaux et les agents administratifs. Ensuite, on a instauré le conseil consultatif des usagers. Il y a aussi l'évolution du service de médiation de dettes que j'avais instauré, de même que la cellule énergie. Dans le même esprit, on avait créé une "école des consommateurs". Enfin, dernière innovation, qui a d'ailleurs suscité un gros débat avec les socialistes (du moins certains d'entre eux), on



**YVES DE MUIJLDER, ANCIEN PRÉSIDENT DU CPAS D'ANDERLECHT**

a établi le droit à la culture pour tous. Ça a été supprimé, car "ça coûte trop cher". C'est totalement faux! D'abord, c'est un vrai investissement: les gens qui sont des producteurs culturels s'en sortent souvent beaucoup mieux. Ensuite, ce programme était largement subsidié, comme beaucoup d'autres!

C'est un problème plus global, qui renvoie en fait à cette vision fataliste: il n'y a aucune initiative pour rechercher les multiples voies de financement alternatives. Il y a une foule de possibilités, qu'on ignore le plus souvent, pour financer ces diverses activités.

► **C'est une critique formulée également par Dalida Rigo...**

**Y.D.M.:** Là-dessus, elle a tout à fait raison. En ce qui me concerne,

j'avais engagé une personne affectée exclusivement à la recherche de ces subsides. Mais, dès lors qu'on considère que c'est du luxe, que le tout c'est de donner à manger, de payer les factures... on n'exploite pas ces pistes. Je trouve que c'est une vision digne des dames patronnesses, si ce n'est dans la couverture plus large de l'aide octroyée, mais pas dans son principe. Dès qu'on parle de dépasser ce niveau "élémentaire", la réponse est toujours la même: "On n'a pas les moyens". Moi, je prétends qu'on a toujours les moyens d'agir, le cas échéant, même sans argent. On peut trouver des bénévoles qui vont conduire les gosses au théâtre, moyennant un minimum d'organisation, d'assurance...

► **Tenter d'améliorer les choses avec les moyens du**

**bord, c'est bien, mais ça a ses limites. Surtout si c'est pour mener des projets "à la marge", tandis que l'aide "vitale" ne suit plus. Fin 2006, dans nos colonnes, vous alertiez vous-même sur l'impasse prévisible, faute d'un financement à la mesure de missions toujours plus lourdes. C'est aussi la conclusion de Dalida Rigo, qui appelle "au secours" le fédéral.**

**Y.D.M.:** Sauf que dire "Au secours le fédéral!", ça peut être une bonne excuse par rapport à beaucoup de pratiques locales, en disant: "c'est pas nous, c'est les autres". Le courage, c'est de reconnaître aussi sa part de responsabilité, y compris dans ce qui va mal. ■